

Après avoir lu ce dossier et en rentrant à Strasbourg, vous devrez être capable d'explicitier les réponses aux questions suivantes :

- 1- Décrire le marché unique européen en distinguant Union douanière et tarif extérieur commun.
- 2- Ne pas confondre Union Européenne et zone €.
- 3- Enoncer les raisons de l'ambivalence britannique vis-à-vis de l'intégration européenne.
- 4- Connaître 4 arguments des pro Brexit.
- 5- Connaître la géographie et la sociologie du vote Brexit.
- 6- Pourquoi le Brexit pourrait conduire à l'indépendance de l'Ecosse ?
- 7- Les risques que le Brexit fait peser sur l'Espagne.
- 8- Ce qu'est l'espace Schengen et la dérogation dont bénéficie le RU.
- 9- La composition du PIB écossais.
- 10- Que sont le « hard » et le « soft Brexit ».
- 11- Pourquoi la City de Londres est opposée au Brexit ?
- 12- Pourquoi l'annonce du Brexit suscite de l'inflation au Royaume-Uni ?
- 13- Pourquoi les entreprises britanniques exportatrices sont pour le moment, avantagées par l'annonce du Brexit ?

I) Le Royaume-Uni et l'Europe : « je t'aime, moi non plus »

Document 1 : Chronologie en 4 dates

- Depuis **1973** (passage de 6 à 9 pays), le Royaume-Uni (Angleterre + Ecosse + Pays de Galles + Irlande du Nord) et l'Irlande (du sud) font partie de la **CEE** (ancêtre de l'**UE 1992**), c'est-à-dire appartiennent à l'Union douanière entre les 9 pays, qui correspond à une zone de libre-échange avec la suppression progressive des barrières douanières (libre circulation) pour les marchandises et l'instauration d'un tarif extérieur commun vis-à-vis du reste du monde ce qui aboutira au Grand marché (1986) (confirmation adhésion par referendum en 1975 à 67%).
- En **1985**, le Royaume-Uni ne signent pas les **accords de Schengen** (mis en œuvre en 1995) qui prévoient, à terme, la libre circulation des personnes sans contrôle aux frontières intérieures et une politique commune des visas, de l'immigration et de l'asile aux frontières externes. (D'où le blocage des étrangers hors UE

désireux de rejoindre le Royaume-Uni à Calais et la formation de camps à Sangatte en France).

- En **1999**, le Royaume-Uni n'adopte pas la **monnaie unique (€)** et conserve la £.

Après des élargissements successifs, l'UE compte 28 Etats membres depuis l'entrée de la Croatie en 2013.

La zone euro quant à elle compte 19 Etats membres.

- 23 juin **2016**, les Britanniques ont majoritairement voté en faveur du Brexit (par referendum). Le Royaume-Uni quittera donc l'Union européenne d'ici 2019 a priori, délais de 2 ans au moins pour que les 27 Etats membres signent un accord avec le Royaume-Uni, accord concernant la renégociation des nouvelles règles commerciales, financières, migratoires... qui sont liées à l'appartenance à l'UE.

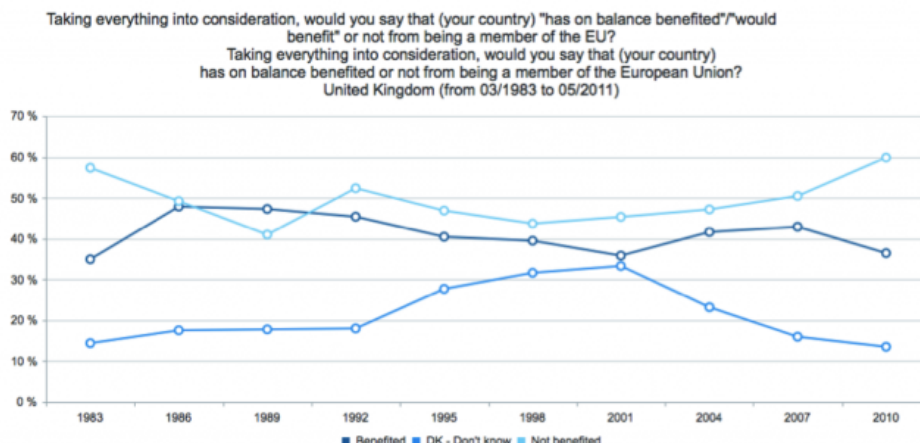
Document 2 : Une ambivalence ancienne

Les réticences du Royaume-Uni à s'engager pleinement dans le projet européen sont anciennes et bien connues, sinon toujours bien comprises. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les gouvernements qui se sont succédé ont considéré que la Grande-Bretagne, vainqueur de la guerre au même titre que les États-Unis et l'Union Soviétique et grande puissance coloniale, n'était pas dans la même situation politique, économique et morale que ses voisins continentaux et n'avait pas besoin d'entrer dans une coopération étroite avec eux pour assurer son redressement : elle n'avait été ni envahie ni humiliée (en 1940 ou en 1945), elle avait subi moins de pertes matérielles que l'Allemagne et son empire était apparemment intact. Les gouvernements britanniques successifs ont donc soutenu les premiers projets d'intégration au début des années 1950 tels des parrains bienveillants, comme le disait Churchill dans son discours de Zurich en 1946 :

« La France et l'Allemagne doivent montrer le chemin. La Grande Bretagne, le Commonwealth, la puissante Amérique et, j'en suis convaincu, l'U.R.S.S. doivent être les amis et les parrains de la nouvelle Europe et défendre son droit à exister et à rayonner. »

Les priorités britanniques étaient ailleurs, dans la relation spéciale avec les États-Unis et le maintien de liens économiques et commerciaux avec les anciennes colonies devenues indépendantes et regroupées dans le Commonwealth. Par ailleurs, la dimension politique du projet fédéral européen, déjà très présente chez les pères fondateurs, posait problème à la classe politique britannique puisqu'elle remettait en question le principe de la souveraineté du Parlement de Westminster, qui est à la base de la Constitution non écrite du pays, en instaurant une entité légale qui lui serait supérieure, le droit européen. Cette question de la souveraineté et de la finalité politique de l'Union est revenue sans cesse dans les débats sur l'Europe depuis les années 1950.

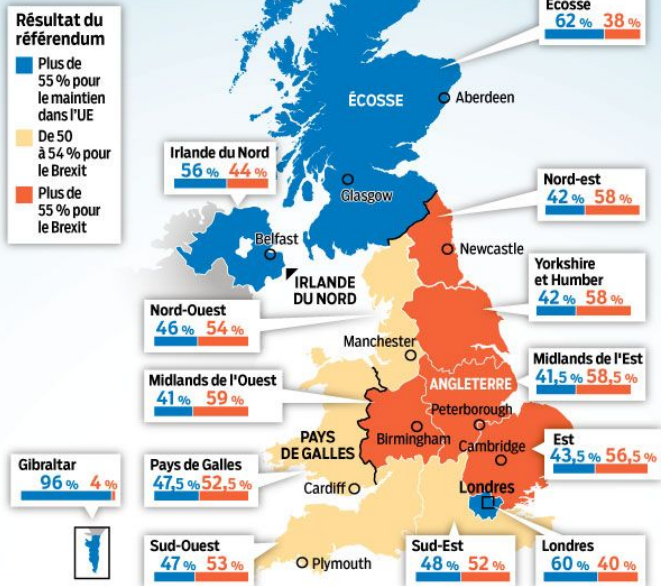
Source : Pauline Schnapper, « Le Royaume-Uni dans l'Union Européenne : le début de la fin ? », *La Vie des idées*, 7 février 2012.



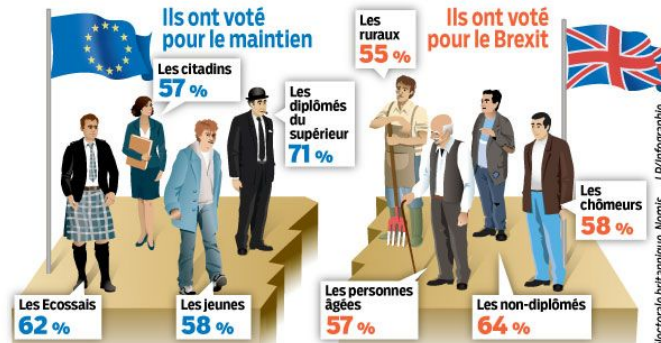
II) BREXIT : Le divorce

Document 3

UN PAYS FRACTURÉ GÉOGRAPHIQUEMENT...



... ET SOCIALEMENT



Note de méthodologie (enquête réalisée par Victor Alexandre / Cellule Data) : Pour obtenir ces chiffres, nous avons observé les résultats du vote dans les circonscriptions électorales où ces différentes catégories de population sont le plus représentées.
 Ex : pour le vote des jeunes, nous avons fait la moyenne des votes dans les circonscriptions qui comptent le plus de 18-30 ans.

Sources : commission électorale britannique, Nomis, LPI/Infographie.

Document 4

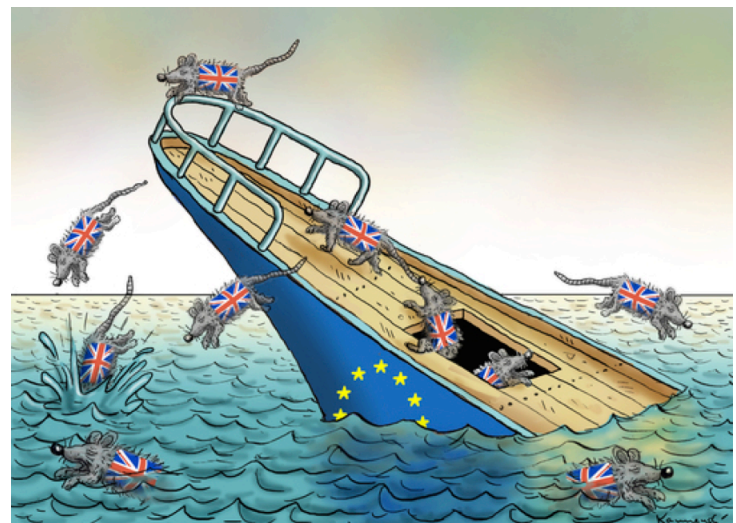


© Chappatte in The International New York Times 23 juin 2016

Document 5



Document 6



Choose one of the three caricatures and discuss the meaning of this caricature. Prepare a short speech that describes and explains it for the other pupils of the group.

Document 7 : Principaux arguments lors du BREXIT

	« Leave »	« Remain »
Immigration	Le pays doit récupérer le contrôle de ses frontières pour limiter l'immigration en provenance de l'UE, afin de réduire les paiements d'aides sociales, de désengorger les services publics et de réserver les emplois aux Britanniques. Le pays a connu un solde migratoire record en 2015 de 336.000 personnes, dont 180.000 en provenance de l'UE.	Les immigrants contribuent davantage en matière d'impôts qu'ils ne coûtent aux caisses de l'Etat, notamment parce qu'il s'agit d'une population jeune. La contribution des migrants originaires de l'UE est ainsi supérieure de 34% à ce qu'ils reçoivent, selon une étude de 2013 du Centre pour la recherche et l'analyse des migrations.
Economie	Une sortie de l'UE permettrait au Royaume-Uni de récupérer sa contribution nette au budget européen. Le Brexit permettrait une hausse du PIB d'ici à 2030 de 0,6% à 1,6%, selon les prévisions les plus optimistes du cercle de réflexion Open Europe. Le Royaume-Uni pourrait maintenir ses relations commerciales avec l'UE via un accord de libre-échange, comme la Suisse ou la Norvège. <div data-bbox="539 504 909 828" data-label="Figure"> </div>	L'UE est le premier partenaire économique du Royaume-Uni, représentant 44% de ses exportations et 53% des importations en 2015. D'après les calculs du Centre for European Reform (CER), l'adhésion à l'UE a accru les exportations britanniques de 55%. Selon Open Europe, le Brexit pourrait entraîner un manque à gagner pour la croissance de 0,8% à 2,2%. Sans accès au marché commun, le Royaume-Uni perdra une partie de ses investissements directs étrangers (IDE), qui viennent pour 48% de l'UE (496 milliards de livres en 2014), au profit du reste de l'UE. Et pour conserver un accès au marché commun, aux mêmes conditions que la Suisse ou la Norvège, le Royaume-Uni devrait contribuer au financement de divers programmes européens.
Réglementation	Bruxelles impose trop de réglementations et de paperasse, avec un coût pour l'économie. Selon une étude de Open Europe, le coût des 100 réglementations les plus contraignantes s'élève à 33,3 milliards de livres par an.	Avec l'UE comme partenaire économique principal, le Royaume-Uni devra continuer de respecter les réglementations européennes sans avoir le pouvoir de les décider.
Influence du Royaume-Uni	le Royaume-Uni resterait une voix influente, une puissance nucléaire membre de l'Otan et du conseil de sécurité de l'ONU.	Sortir de l'UE entraînerait une perte d'influence du Royaume-Uni dans le monde, et augmenterait la probabilité d'un nouveau référendum d'indépendance en Ecosse, farouchement pro-UE.

Source : 20 Minutes et AFP 20 juin 2016 (<http://www.20minutes.fr/monde/1869583-20160620-brexit-arguments-contre-sortie-royaume-uni-union-europeenne>)

Document 8 : Brexit, pourquoi le divorce sera « hard »

L'échéance est capitale. On sait déjà que Theresa May est attendue de pied ferme par les 27. Les positions des uns et des autres se sont véritablement durcies ces derniers jours. Le divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne aura bien lieu, la négociation commencera officiellement au plus tard à la fin du mois de mars, c'est à ce moment là que Theresa May a indiqué vouloir déclencher le fameux article 50 qui lancera donc la procédure de sortie de l'Union. Et tout indique qu'on s'oriente désormais vers un " Hard Brexit ", c'est à dire un divorce dur, par opposition à un " soft Brexit ", une sorte de séparation minimale en douceur et à l'amiable qui était espérée par beaucoup à Bruxelles, en Allemagne dans l'entourage d'Angela Merkel et aussi il faut bien le dire par les milieux économiques et notamment les entreprises. Vous vous souvenez sans doute que Paris et Berlin n'étaient pas sur la même longueur d'ondes au lendemain du vote surprise des Britanniques. Paris campait sur une ligne dure, et ne cessait d'invoquer des lignes rouges, tandis que Berlin se montrait plus conciliant. Et bien Angela Merkel a désormais totalement rallié le point de vue des Français, et tant pis si le Royaume Uni est l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne. " Nous allons vers une rupture nette avec le Royaume Uni ", confiait hier un diplomate.

Concrètement comment cela pourrait-il se concrétiser ?

La grande question, c'était de savoir si le Royaume-Uni pouvait à la fois sortir de l'Union tout en gardant un accès libre au grand marché unique européen. Autant ce scénario a été un temps envisagé, sans doute parce qu'il était le plus raisonnable pour les deux parties en terme économique. Mais tout le monde ou presque considère aujourd'hui que les Britanniques ne peuvent pas avoir le beurre et l'argent du beurre : c'est à dire le divorce, la fin de la liberté de

circulation pour les ressortissants européens et, l'accès au grand marché. On ne peut pas découper le projet européen, en prendre que les avantages, en renier l'un des piliers et profiter du grand marché, sinon ce serait ouvrir la voie à d'autres divorces potentiels et véritablement saborder définitivement le projet européen. Comme a dit Donald Tusk, le président du conseil, " Non il n'y aura pas de brexit heureux " et " Le Brexit sera une perte pour tout le monde ".

Tout ceux qui avaient prévu un énorme choc économique au Royaume-Uni au lendemain du Brexit se sont trompés

Au moins jusqu'ici, l'économie britannique n'est pas entrée en récession, elle résiste même plutôt bien. De toutes les grandes places boursières mondiales, celle de Londres affiche même la plus forte hausse depuis le début de l'année, + 12% à comparer par exemple avec les - 3% de Paris. Mais attention, le plus dur est à venir. Et les ménages britanniques commencent à le voir venir. D'abord la livre s'est effondrée, elle est à son plus bas niveau par rapport au dollar depuis 31 ans. Du coup, tout ce qu'achètent aujourd'hui les Britanniques à l'étranger leur coûtent plus cher, du coup les prix augmentent, et l'inflation fait son retour en force et ça ce n'est pas bon, bien sûr, pour le consommateur. Et si pour les entreprises britanniques, l'accès au marché unique n'était plus libre et gratuit si j'ose dire, alors ce sera un handicap majeur. Il faudra tout renégocier, les droits, les tarifs, les taxes, écrire un nouvel accord, un nouveau deal commercial entre l'Europe et le Royaume-Uni. Autant dire que ce n'est pas seulement un casse-tête mais un énorme défi pour toutes les parties prenantes. Chacun fourbit ses armes. Comme dans un divorce qui tourne mal, en quelque sorte. Et chacun à l'évidence y laissera des plumes.

Source : France Info, Le décryptage éco, Vincent Giret, 20/10/2016

Que dit l'article 50 ?

L'article 50 définit les modalités d'un retrait volontaire et unilatéral, qui est un droit ne nécessitant aucune justification. Cette possibilité de retrait a été introduite en 2009, par le traité de Lisbonne car "jusqu'à-là, les traités ne prévoient pas de retrait volontaire et la doctrine demeurait partagée quant à l'existence d'une possibilité implicite de retrait unilatéral", explique le site Vie publique. L'article 50 prévoit aussi que l'Etat qui a quitté l'UE peut demander à y être réintégré en suivant la procédure, comme n'importe quel Etat européen (devenir Etat candidat, négocier l'adhésion, signer un traité d'adhésion).

Quelles démarches prévoit cet article ?

D'abord, le Royaume-Uni devra notifier sa décision au Conseil européen. Ensuite, des négociations vont s'engager pour aboutir à un "accord de retrait". Il sera conclu au nom de l'Union par le Conseil de l'UE, à une majorité qualifiée, après approbation du Parlement européen.

L'article 50 prévoit que "les traités européens cesseront d'être applicables au Royaume-Uni à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait". Ou bien deux ans après la notification du retrait si aucun accord ne pouvait être conclu. En clair, l'Union européenne et le Royaume-Uni ont deux ans pour préparer la sortie. Il existe une dérogation pour prolonger la durée, mais il faut l'accord de tous les pays membres de l'UE.

III) Le BREXIT et l'Ecosse : un ou deux divorces ?

Document 9 « Brexit : l'Ecosse demande à rester dans le marché unique »

Pour obtenir gain de cause, la première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, est prête à organiser un deuxième référendum sur l'indépendance.

LE MONDE ECONOMIE | 21.12.2016 | Par Eric Albert (Londres, correspondance)

Pas à pas, l'Ecosse se rapproche d'un nouveau référendum sur l'indépendance. Mardi 20 décembre, Nicola Sturgeon a présenté son plan pour faire face au Brexit. La première ministre écossaise a dévoilé une stratégie en trois étapes : exiger que le Royaume-Uni reste dans le marché unique européen ; à défaut, demander que l'Ecosse y demeure, tout en restant partie intégrante du Royaume-Uni ; enfin, si cela n'est pas possible, « l'option de l'indépendance doit rester sur la table ». Pour lever tout doute, M^{me} Sturgeon a précisé que cette dernière possibilité était « son option préférée ».

Depuis le vote des Britanniques en faveur du Brexit, en juin, la question de l'indépendance de l'Ecosse est revenue à l'ordre du jour. Les Ecossais ont voté à 62 % pour rester dans l'Union européenne, à l'opposé du reste de leurs compatriotes. Mais M^{me} Sturgeon ne veut pas se précipiter. Il y a deux ans, en septembre 2014, les Ecossais avaient voté à 55 % contre l'indépendance. Aujourd'hui, malgré le Brexit, les sondages indiquent que le résultat serait similaire.

Dans ces conditions, la première ministre d'Ecosse entend démontrer qu'elle a tout essayé pour trouver une autre solution. C'était l'objet du document présenté mardi, « compromis significatif » par rapport au rêve de l'indépendance, a-t-elle souligné. Selon la première ministre, dont l'objectif prioritaire est de rester dans le marché unique, 80 000 emplois en Ecosse en dépendent. Cet espace de libre-échange permet non seulement le commerce des biens et services, mais il impose aussi des normes communes sur l'environnement, les droits des travailleurs et des consommateurs, fait-elle valoir. Il offre également le droit d'aller travailler librement dans tous ses pays membres. Trois pays sont actuellement hors de l'UE, tout en étant dans le marché unique : la Norvège, le Lichtenstein et l'Islande.

Point de blocage

Le plus simple, selon M^{me} Sturgeon, serait que le Royaume-Uni suive ce modèle. Elle reconnaît cependant que cela est douteux. « Etant donné la rhétorique du gouvernement conservateur, cela semble improbable. » Le principal point de blocage concerne l'immigration, la première ministre britannique, Theresa May, souhaitant imposer une limite à la libre circulation.

La deuxième solution serait que l'Ecosse rejoigne seule le marché unique. Nicola Sturgeon reconnaît que cela présente de très sérieuses difficultés. Comment gérer les immigrés européens en Ecosse qui voudraient s'installer dans le reste du Royaume-Uni ? Faudrait-il établir une frontière entre l'Ecosse et l'Angleterre ? Quid des droits de douane entre les deux nations ?

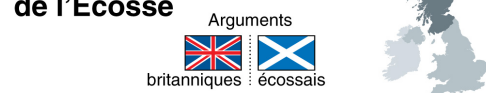
« Tout dans le Brexit est sans précédent et difficile », reconnaît M^{me} Sturgeon. Elle rejette l'idée d'une frontière, soulignant que le gouvernement britannique écarte cette hypothèse dans le cas de l'Irlande et qu'il n'y a pas de raison de ne pas faire preuve de la même flexibilité. Reste qu'imaginer l'Ecosse seule dans le marché unique, sans le reste du Royaume-Uni, semble difficile. « L'idée est admirable mais un peu irréaliste », estime Charles Grant, directeur du think tank Centre for European Reform. Selon lui, Edimbourg fait face à trois obstacles principaux.

Un référendum à la fin de 2018 ?

D'abord, plusieurs membres de l'Union européenne ne veulent pas accorder un accord trop favorable à l'Ecosse, de peur d'encourager les provinces sécessionnistes. C'est particulièrement vrai de l'Espagne, inquiète des positions de la Catalogne. Ensuite, la première ministre britannique, Theresa May, ne souhaite pas offrir de solution trop alléchante, de crainte que l'Irlande du Nord ou même Londres ne demandent également leur propre accord. Enfin, de sérieux problèmes juridiques entravent l'approche de M^{me} Sturgeon. L'Ecosse ne dispose actuellement pas de pouvoirs concernant l'immigration ou les droits des travailleurs, par exemple. Elle n'a pas la capacité d'appliquer unilatéralement les normes européennes sans que l'ensemble du Royaume-Uni ne fasse de même. Ce qui conduit à l'inévitable conclusion : « Si l'Ecosse veut rester dans le marché unique, il lui faut probablement choisir l'indépendance », estime M. Grant.

Dès lors, la présentation du document de mardi n'est qu'une étape politique, visant à prouver que toutes les options ont été explorées et que le gouvernement écossais ne se précipite pas vers un deuxième référendum. Cela donne à M^{me} Sturgeon du temps pour faire évoluer l'opinion sur l'indépendance. Combien de temps ? Le gouvernement britannique a promis de débiter officiellement les négociations sur le Brexit d'ici à la fin mars 2017. Le processus doit ensuite durer deux ans. Ce qui fait dire à Alex Salmond, le prédécesseur de la première ministre, et aujourd'hui député au Parlement de Westminster, qu'une décision sur un référendum devra être prise « en octobre ou novembre 2018 », pour être organisé juste avant la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE, prévue en mars 2019.

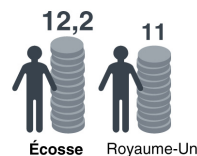
Débat sur l'indépendance de l'Ecosse



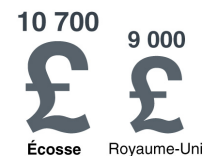
L'indépendance rendrait-elle l'Ecosse plus riche ?

Non Oui

Dépenses publiques par habitant : En milliers de livres



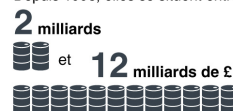
Impôts payés par habitant : En livres (2011/2012)



L'Ecosse peut-elle compter sur son pétrole ?

Non Oui

Les recettes du pétrole et du gaz de la mer du Nord sont aléatoires. Depuis 1998, elles se situent entre



Dans les 30 ans à venir (depuis 2011)

98,8% de la production pétrolière viendra des eaux écossaises



Sources : Scotland Office (Londres), gouvernement écossais (Édimbourg)

AFP

Document 10 « Brexit : l'Ecosse veut-elle vraiment divorcer de l'Angleterre ? »

L'Express, C. Gouëset, 09/02/2017, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/brexit-l-ecosse-veut-elle-vraiment-divorcer-de-l-angleterre_1877390.html

La décision de Theresa May en faveur d'un "Brexit dur" fait remonter les sondages en faveur de l'indépendance de l'Ecosse. Les nationalistes du SNP font monter les enchères. Quelles sont leurs chances ? Un geste pour l'honneur. Et un avertissement ? Le Parlement écossais a voté, mardi, à une majorité écrasante (90 pour, 34 contre) le rejet du Brexit. Le vote est symbolique, puisque la Cour suprême du Royaume-Uni a dispensé, fin janvier, le gouvernement de Londres de consulter les Parlements locaux d'Ecosse, du Pays de Galles et d'Irlande du Nord avant d'activer l'article 50 du Traité de Lisbonne.

Un mépris qui n'a pas manqué d'irriter la classe politique écossaise. Ce vote massif a largement dépassé les rangs du Parti national écossais (SNP), qui ne dispose pas de la majorité absolue. "Les travaillistes écossais n'ont pas suivi la consigne de vote du chef anglais du parti, Jeremy Corbyn, qui avait appelé les députés de sa formation à voter le déclenchement du Brexit, afin de respecter le verdict des électeurs britanniques en juin", souligne le professeur émérite de civilisation britannique Keith Dixon, d'origine écossaise. [...]



Theresa May avec Nicola Sturgeon à Bute House, Edimbourg, le 15, juillet 2016. Reuters/James Glossop/

L'enjeu de la sortie du marché unique

Ces derniers mois, l'opinion écossaise paraissait peu favorable à un nouveau référendum sur l'indépendance. Mais l'annonce, mi-janvier, par Theresa May d'un "Brexit dur", avec la sortie du marché unique, pourrait avoir changé la donne. Une enquête d'opinion publiée par le *Herald Scotland*, mercredi donne 49% des sondés en faveur de l'indépendance, en hausse de 3 points par rapport à décembre.

Pour mémoire, lorsque la campagne pour le référendum d'indépendance avait démarré en 2012, seuls 28% des Écossais se disaient favorables à l'indépendance. Les partisans du divorce avec Londres avaient perdu, mais ils avaient tout de même atteint le score de 45%, en septembre 2014.

Un score et un contexte qui pourrait pousser Nicola Sturgeon à demander un nouveau référendum sur l'indépendance pour août 2018, à l'occasion du congrès de son parti, le SNP, le mois prochain, annonce le quotidien écossais, *The Courier*. Theresa May a balayé cette hypothèse. "Nous ne pensons pas qu'il faille un second référendum. Il y

en a déjà eu un, il était clair, décisif, légal, et les deux côtés ont accepté les résultats", a réagi sa porte-parole.

Un pied dans le Royaume, l'autre dans l'UE ?

Le parti nationaliste écossais (SNP) semblait pourtant s'être résigné à la perspective du Brexit. Dans un document publié fin décembre, *La place de l'Ecosse en Europe*, le gouvernement de Sturgeon proposait un compromis. L'Écosse resterait membre du marché unique à travers l'Espace économique européen (EEE), à l'instar de la Norvège qui en est membre, sans appartenir à l'UE. La sortie du marché unique "pourrait coûter 80 000 emplois" à l'Ecosse, arguait la Première ministre pour justifier sa démarche.

Mais cette option soulève de sérieuses difficultés techniques et diplomatiques. Des pays comme l'Espagne s'y opposeraient de peur que la Catalogne s'en inspire. Edimbourg devrait auparavant obtenir de nouveaux pouvoirs de Londres, notamment sur le contrôle de l'immigration. Se poserait alors le problème d'une frontière avec l'Angleterre.

Le pari de Nicola Sturgeon

"Même si le référendum sur le Brexit a révélé les divergences accrues entre citoyens anglais et écossais, à ce stade, le rapport de force ne penche pas en faveur d'Edimbourg, relève le professeur Keith Dixon. Dotés de la majorité absolue à Westminster, les conservateurs ont peu de motifs de céder aux pressions écossaises." D'autant qu'avec 5,3 millions d'habitants, l'Ecosse ne pèse pas très lourd face aux 64 millions de sujets britanniques.

Quelles sont les véritables intentions du SNP? S'agit-il de faire pression sur Londres pour obtenir plus d'autonomie? Ou seulement de montrer aux électeurs que les nationalistes ont tout essayé pour préserver l'union au sein du royaume et justifier, d'ici quelques mois, un nouveau référendum ?

De son côté, "Theresa May parie sans doute sur l'hypothèse qu'elle réussira sa négociation et que les termes du futur accord seront proches d'une participation au marché unique, avance Renaud Thillaye, expert des questions européennes à l'agence de conseil Flint Global. Ce qui viderait les arguments de Sturgeon de leur force. A l'inverse, si Theresa May obtient peu de concessions de Bruxelles, cela confortera la position de la patronne de l'Ecosse".

Pour Keith Dixon, ce sont surtout les conséquences économiques du Brexit qui détermineront l'opinion écossaise. Elles ne se font pas sentir tant que l'article 50 n'a pas été déclenché. Si elles s'avéraient douloureuses, alors oui, le spectre de la séparation de l'Ecosse deviendrait vraiment menaçant.



Document 11 : Economie de l'Écosse

Le PIB écossais s'appuie sur la mise en valeur des ressources naturelles. D'un côté, une agriculture fondée sur l'élevage et ses débouchés, associée à l'exploitation des richesses de la mer ; de l'autre, l'exploitation pétrolière, qui a pris le relais de l'activité minière. Mais c'est, de loin, le secteur des services qui rapporte le plus, incluant le tourisme à l'impact économique toujours significatif (environ 5 % du PIB). Côté emploi, l'Écosse comptabilisait environ 5,8 % de chômeurs en 2016, un chiffre nettement en dessous de la moyenne européenne, mais supérieur à celle du Royaume-Uni (5,1%).

Une industrie dépendante du pétrole

Face au déclin de l'industrie lourde, la découverte des gisements de pétrole de la mer du Nord, considérés comme les plus importants d'Europe, a relancé le secteur industriel, avec 40 milliards de barils extraits depuis les années 1970. Et les retombées économiques du **boom pétrolier** furent nombreuses (construction de plates-formes de forage et raffineries, mais aussi transports, commerce...) jusqu'à ce que l'effondrement des cours du brut vienne perturber la donne, **le baril perdant plus de la moitié de sa valeur entre 2014 et 2016**. De quoi bouleverser les plans des indépendantistes, qui misaient sur le pétrole pour assurer leur autonomie économique. Conséquence immédiate, 10 000 emplois ont été détruits dans la **région d'Aberdeen**, cœur de l'industrie pétrolière écossaise. Malgré la chute des revenus pétroliers dont il tirait une bonne part de ses ressources, le gouvernement écossais entend poursuivre son ambitieux programme de développement des énergies renouvelables, avec pour objectif de couvrir 100 % de ses besoins en électricité d'ici 2020. Enfin, autres secteurs industriels importants : l'électronique et les nouvelles techniques de communication (on parle même de **Silicon Glen**, soit une Silicon Valley écossaise entre Glasgow et Édimbourg). Quant à l'industrie financière, jadis florissante, elle fut balayée par la **crise de 2008**, et pour cause, elle en était à l'origine ! Principale banque écossaise, la *Royal Bank of Scotland*, qui croulait sous les **actifs toxiques**, fut nationalisée par le Premier ministre britannique d'alors, Gordon Brown, promettant de la revendre plus tard au privé. Sauf que, depuis, la banque n'en finit plus d'accumuler les pertes. L'État n'est pas près de retrouver sa mise...



Laine, saumon et whisky

La relative pauvreté des terres a toujours constitué une entrave, que seul combat un drainage fastidieux des sols tourbeux. L'élevage d'ovins a donc constitué la source de revenus la plus attractive pour les propriétaires terriens, qui n'ont pas hésité au XVIIIe siècle à chasser les fermiers pour les remplacer par des troupeaux de moutons. C'est le tragique **épisode des clearances** qui ont désertifié les Highlands et contraint nombre d'habitants à s'exiler vers le Nouveau Monde. Les **filatures** des vallées de la Clyde et de la Tweed ont constitué, dès le début du XIXe siècle, le **creuset de l'industrialisation écossaise**. La laine garde encore une place significative dans l'économie. Quant au tweed, des générations entières de gentlemen en ont fait le symbole du confort et de l'élégance décontractée. Les mauvaises langues ajoutent aussitôt que son succès est dû à sa qualité de tissu inusable et donc diablement économique. Fjords, lochs et rivières constituent le biotope idéal pour l'élevage du saumon, de la truite et des crustacés. Largement encouragées par les **subventions européennes**, les « **fermes marines** » fleurissent et **exportent** avec succès leurs produits frais ou fumés - peu importe, semble-t-il, qu'elles causent de graves dommages à l'environnement marin. Activité traditionnelle de l'Écosse, la pêche en haute mer à l'aide de petits chalutiers subit la concurrence des navires-usines des autres nations européennes. Enfin, **première exportation et principale ressource en taxes du gouvernement**, le whisky et ses secrets vous sont exposés plus haut dans « Boissons ». Il rapporte près de 4 millions de livres par an à l'économie !

Source : http://www.routard.com/guide/ecosse/855/carte_d_identite.htm#ixzz4cSYSmvQI

I) Les villes visitées



Thématiques d'observation des villes visitées (reportage photo ?) :

Les traces de l'industrialisation passée, les friches industrielles, le poids de la finance, la sociologie de la population, villes en déclin / en essor, l'habitat (maison, immeuble) et l'urbanisation (le port, quartiers commerçants / d'affaires / résidentiels), place des transports en communs / de la voiture, protection de l'environnement (énergies renouvelables, éco-quartiers)...

1) Combien de marches compte le beffroi de **Bruges** ?

2) Pourquoi **Dunkerque** s'est appelé « Dune libre » durant la révolution française ?

3) Quel est le secteur le plus pourvoyeur d'emplois à Dunkerque ?

4) Qu'est-ce que le *Oxbridge accent* ?

5) Qu'est-ce que le cercle de **Cambridge** ?

6) Combien d'économistes passés par le Trinity College ont obtenu le Prix Nobel ?

7) Pourquoi est-il dangereux de se déguiser en archer écossais à **York** ?

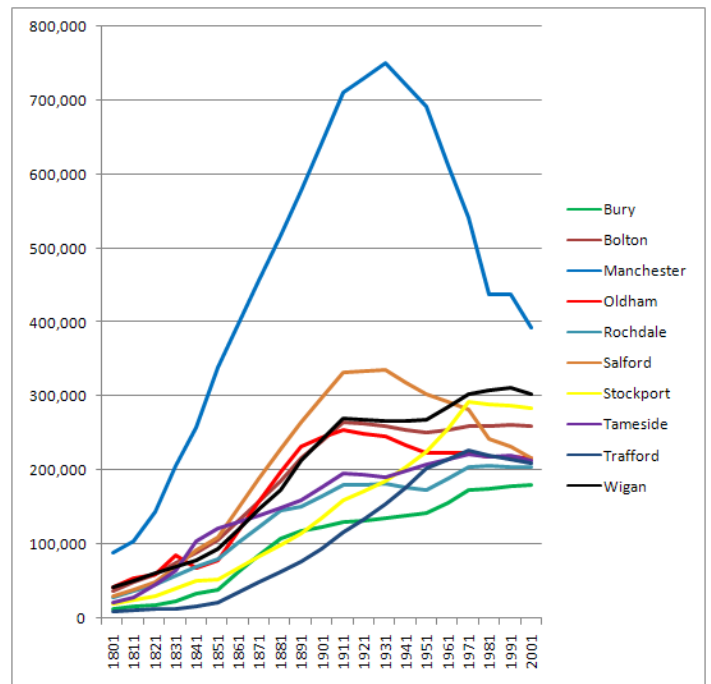
8) Qu'est-ce qui distingue York et **Leeds** en matière de population ?

9) Qu'est-ce qui distingue York et **Manchester** pendant la révolution industrielle au XIXème ?

10) Qui est Cottonopolis ?

11) Que signifie l'appellation Manchester ?

12) Comment expliquer l'essor démographique de Manchester tout au long du XIXème ? (voir graph. Ci-contre)



13) Quel drame s'est produit en juillet 1996 à Manchester ?

14) Peut-on parler de laïcité au Royaume-Uni ? Comment traduit-on « laïcité » en anglais ?

15) Quels sont les domaines de souveraineté de l'Ecosse par rapport à Londres ?

16) Pourquoi **Edimbourg** est-elle surnommée l'Athènes du nord ?

17) Depuis quand Edimbourg héberge le parlement écossais ?

18) Comment se nomme le College d'**Oxford** dédié aux sciences sociales ?

19) Citez quelques personnes célèbres qui ont étudié à Oxford.

20) Quel animal est au sommet du beffroi de **Gand** ?

21) Quelle a été l'activité économique motrice de Gand au Moyen-âge ?

22) Pour ce faire, quelle matière première la ville importait-elle d'Angleterre ?

23) Qui sont aujourd'hui les « navetteurs » ?

24) Quel est le premier employeur de la ville de Gand ?

25) Quelles sont les 2 FMN implantées en Gand ?

II) Quelques célèbres économistes britanniques

Adam SMITH (1723-1790)

Écossais, il étudie à Glasgow puis Oxford. Il est un des pères fondateurs de l'économie comme science. Il est souvent considéré comme le père du libéralisme économique.

[Pour ce faire on évoque souvent sa métaphore de la main invisible.](#)

[Qu'est-ce ? Où est sa tombe ?](#)

David RICARDO (1772-1823)

Les élèves de TES le connaissent pour sa théorie du libre-échange qui montre que tous les pays ont intérêt à se spécialiser dans la production où ils sont les meilleurs ou celle où ils sont les moins mauvais.

[Comment s'appelle cette théorie ?](#)

[Illustrez-là avec l'exemple de la tonte de la pelouse du joueur de la NBA Michaël Jordan.](#)

John Maynard KEYNES (1883-1946)

Il est le père de la macroéconomie et grâce à elle, il indique comment l'État peut et doit intervenir pour réduire le chômage lors des récessions.

[Que propose-t-il pour sortir des récessions ?](#)

[D'après lui, d'où provient le chômage ?](#)

Nicolas Stern (1946-)

[Quel rapport l'a rendu célèbre ?](#)

Angus Maddison (1926-2010)

Il est connu des élèves de TES pour avoir produit des données statistiques de très très long terme : depuis l'an 1 !

[Lesquelles ?](#)

Ronald Coase (1910-2013)

Il est connu pour sa contribution aux solutions économiques permettant aujourd'hui de lutter contre le réchauffement climatique.

[Quel est l'outil qu'il préconise ? \(≠ Pigou\)](#)

William Beveridge (1879-1963)

Il est l'auteur d'un rapport parlementaire publié en 1942 dont les conclusions vont révolutionner la vie des britanniques puis des européens.

[De quoi s'agit-il ?](#)

Arthur Cecil Pigou (1877-1959)

Il a introduit la notion d'externalité.

[Donnez-en des exemples.](#)

Il est aussi connu pour sa contribution aux solutions économiques permettant aujourd'hui de lutter contre le réchauffement climatique.

[Quel est l'outil qu'il préconise ? \(≠ Coase\)](#)

Nicholas Kaldor (1908-1986)

On pourrait dire qu'il est magique !

[Pourquoi ?](#)